

RÉUNION DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ADMINISTRATION D'ÉTAT ET DES AFFAIRES MUNICIPALES

Stratégies macrorégionales : développement et perspectives

CONCLUSIONS

des 24 et 25 novembre 2013, Vilnius

La réunion des présidents des commissions de la protection de l'environnement et de l'administration d'état et des affaires municipales,

vu la résolution du 16 novembre 2006 du Parlement européen invitant la Commission européenne (ci-après : Commission) à élaborer une stratégie pour la région de la mer Baltique dans le cadre de la Dimension septentrionale de la politique de l'UE,

vu les communications de la Commission sur la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique (ci-après : SUERMB) du 10 juin 2009 et du 23 mars 2012,

vu le plan d'action de la SUERMB du 10 juin 2009 et ses mises à jour de décembre 2010 et de février 2013,

vu la communication de la Commission sur la stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube (ci-après : SUERD) et le plan d'action du 8 décembre 2010,

vu le rapport de la Commission sur la valeur ajoutée des stratégies macrorégionales du 27 juin 2013,

vu les débats entre les parties prenantes sur les stratégies macrorégionales qui se sont tenus dans le cadre des forums annuels à Bucarest les 28 et 29 octobre 2013 et à Vilnius les 11 et 12 novembre 2013,

La valeur ajoutée des stratégies macrorégionales

1. accueille avec satisfaction le rapport de la Commission sur la valeur ajoutée des stratégies macrorégionales ; considère que les stratégies macrorégionales contribuent de manière significative et tangible à la politique régionale de l'UE et ont un rôle majeur à jouer en vue de renforcer la cohésion sociale, économique et territoriale des différentes régions au sein de l'UE ; estime que les stratégies macrorégionales peuvent contribuer de manière

significative aux objectifs de la politique de cohésion de l'UE ; invite la Commission à examiner la possibilité de nommer des coordinateurs pour chaque stratégie macrorégionale ;

2. est d'avis que les stratégies macrorégionales encouragent le développement et l'amélioration de la mise en œuvre des politiques européennes, nationales et régionales, notamment en matière d'environnement, de transport, d'éducation, d'énergie, de recherche, d'innovation et de santé et contribuent ainsi aux objectifs de la stratégie Europe 2020 ; estime que les stratégies macrorégionales ont un rôle à jouer dans l'amélioration de la compétitivité ainsi que dans l'achèvement et l'approfondissement du marché intérieur de l'UE à travers le développement de projets communs d'infrastructures énergétiques et de transport ;
3. rappelle que les stratégies macrorégionales sont fondées sur le principe qui renonce aux fonds supplémentaires de l'UE, aux nouvelles institutions et à la nouvelle législation ; souligne par conséquent l'importance d'une gouvernance plus intégrée des stratégies grâce à l'utilisation efficiente des ressources financières existantes, la mise en œuvre plus efficace de la législation existante et une meilleure utilisation des institutions existantes ;
4. souligne que les stratégies macrorégionales ont contribué au développement de nouveaux projets ou ont donné de l'élan à des projets transnationaux existants ; fait remarquer que le nombre de projets phares, rien que pour la région de la mer Baltique, s'élève à une centaine, tandis que dans le cadre de la SUERD, plus de 400 projets, d'une valeur de 49 milliards d'euros, dont 150 sont en cours de réalisation, sont sur la table ;
5. attire l'attention sur le fait que les stratégies macrorégionales ont la possibilité d'engager les pays tiers dans la coopération régionale précieuse avec les États membres de l'UE ; remarque, à titre d'exemple, que la Russie et la Norvège, bien que n'étant pas directement engagées dans la mise en œuvre de la stratégie, ont convenu d'une liste de projets communs dans le cadre de la SUERMB, tandis que la SUERD contribue à la promotion de la coopération entre l'UE et les pays voisins, tels que la Moldavie et l'Ukraine, et engage les pays candidats à l'adhésion, comme la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro, dans la coopération régionale bénéfique en vue de leur éventuelle adhésion à l'UE ;

La dimension environnementale des stratégies macrorégionales

6. appelle au développement d'une dimension environnementale solide des stratégies macrorégionales ; estime que le juste équilibre entre la croissance économique et la protection de l'environnement devrait être trouvé, que des normes strictes en matière d'environnement doivent être appliquées dans des domaines tels que la sylviculture, l'agriculture, le bâtiment, le transport et l'industrie, et que les stratégies macrorégionales peuvent jouer un rôle important dans la promotion de ces normes ;
7. insiste sur l'importance des stratégies macrorégionales dans les efforts visant à créer une économie plus verte, plus efficace dans l'utilisation des ressources et à faible intensité de carbone, comme il est envisagé dans la stratégie Europe 2020 ; souligne que le

financement prévu par le cadre financier pluriannuel 2014-2020 devrait être pleinement utilisé pour promouvoir l'efficacité énergétique et l'utilisation des énergies renouvelables dans la lutte, au niveau macrorégional, contre les causes ainsi que les conséquences du changement climatique ;

8. souligne qu'en raison d'un certain nombre de facteurs, tels que la navigation intensive, l'activité agricole et les grands projets d'infrastructures, la mer Baltique reste l'une des mers les plus polluées du monde ; souligne que les États riverains de la mer Baltique se doivent de traiter de toute urgence les graves problèmes environnementaux affectant la région, notamment l'eutrophisation, les effets des substances dangereuses déposées au fond de la mer et les menaces pesant sur la biodiversité aquatique, en attachant une attention spéciale aux stocks ichtyologiques en péril d'extinction ; rappelle que l'idée même de la stratégie macrorégionale pour la région de la mer Baltique est née principalement des préoccupations environnementales ;
9. souligne que la protection de l'environnement dans le bassin du Danube représente un aspect important qui aura une influence essentielle sur le développement futur de la région, et demande par conséquent à tous les acteurs concernés de promouvoir le développement durable dans les domaines prioritaires ;
10. attire l'attention sur les résultats obtenus de certains projets environnementaux, dont le projet *CleanShip* qui réduit la pollution due aux navires et améliore la santé de l'écosystème de la mer Baltique, le projet *Danube Floodrisk* qui fournit des bases de données partagées et une cartographie des inondations en vue de la prévention des inondations, ou le projet *Baltadapt* qui rassemble les différents acteurs autour des plans d'actions dans la lutte contre le changement climatique dans la région de la mer Baltique ;

L'avenir des stratégies macrorégionales

11. considère que la réussite des stratégies macrorégionales dépendra largement du bon choix des objectifs, du respect des engagements politiques ainsi que de l'organisation et de la gestion efficaces des stratégies, notamment en se dotant des ressources humaines adéquates dans les États membres concernés ;
12. souligne que les stratégies macrorégionales sont représentatives du processus de gouvernance à multi-niveaux de l'UE puisqu'elles impliquent les niveaux régional, national et local ainsi que la société civile, à travers leurs efforts communs en matière de développement de projets, de planification et d'alignement de régimes de financement ; soutient le renforcement du processus de consultation ascendante dans le cadre des stratégies macrorégionales, et invite dès lors les collectivités locales et la société civile à s'impliquer dans les premiers stades de la planification et de la mise en œuvre des projets et des objectifs stratégiques plus larges ; souligne l'importance d'une meilleure intégration et coopération entre les pays et les institutions participantes tout comme entre les autorités compétentes des pays impliqués ; souligne que le succès des stratégies macrorégionales dépendra de l'appropriation politique du dossier et d'une meilleure

implication des partenaires sociaux et économiques, y compris de la société civile, de la communauté académique et du secteur privé ;

13. souligne le rôle accru que les parlements nationaux ont à jouer dans les phases de planification et de mise en œuvre des stratégies puisque les parlements constituent un lien important entre les stratégies macrorégionales et la société dans son ensemble ; reconnaît l'importance du Parlement européen dans le soutien et dans le développement de l'approche macrorégionale ;
14. encourage les autorités en charge de la gestion de différents instruments de financement à aligner, le cas échéant, les fonds et les instruments de l'UE ainsi que d'autres fonds et instruments sur les objectifs des stratégies macrorégionales; souligne le rôle important des stratégies macrorégionales dans la future politique de cohésion ;
15. est d'avis qu'il devrait y avoir un échange de bonnes pratiques plus périodique en matière de stratégies macrorégionales existantes et qu'il faudrait mieux exploiter les résultats et les synergies entre les projets ; juge qu'il est important de définir de bons indicateurs, notamment pour les domaines prioritaires/les actions horizontales, afin de mesurer régulièrement les progrès accomplis ; souligne que les progrès devraient également être évalués sous l'angle de la création de réseaux, de la réussite de projets et de l'amélioration de l'intégration et de la coordination ; estime que les procédures de suivi et d'évaluation devraient impliquer toutes les parties prenantes et soutenir, le cas échéant, le développement et la révision du contenu des stratégies ; soutient la proposition de la Commission de finaliser le processus d'examen des stratégies avant le forum annuel de 2014 ;
16. salue le lancement de la consultation sur la stratégie de l'UE pour la région de l'Adriatique et de la mer Ionienne, qui, une fois mise en place, réunirait la Grèce, l'Italie, la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro et l'Albanie ; attend avec intérêt que la Commission présente une proposition sur la stratégie d'ici fin 2014 ; soutient les objectifs de la future stratégie visant à promouvoir la prospérité économique et sociale, la croissance et l'emploi dans la région adriatique et ionienne en améliorant son attractivité, sa compétitivité et connectivité et considère que cette stratégie a le potentiel de promouvoir les aspirations des pays des Balkans occidentaux à l'intégration européenne.
17. souligne l'importance de la stratégie macrorégionale pour les Alpes, un carrefour de grandes routes commerciales, en vue de favoriser la croissance économique et l'innovation dans cette région européenne, tout en assurant le développement durable de l'espace alpin, comme l'ont déjà demandé les représentants des régions et des pays de la macrorégion alpine lors de la réunion à Grenoble, le 18 octobre 2013 ;
18. considère que la discussion sur les nouvelles stratégies macrorégionales devrait se fonder sur les critères suivants : a) la nécessité stratégique pour les macrorégions d'une coopération de haut niveau pour relever les défis communs ; b) la participation de l'UE est appropriée et les politiques horizontales européennes existantes seraient renforcées ;

c) l'évaluation de la valeur ajoutée tant au niveau de l'UE qu'au niveau macrorégional est fondée sur des preuves ; d) la volonté politique d'adopter une telle approche est clairement exprimée par les États membres et les régions concernées ;

19. souligne que ces conclusions ne lient en rien les parlements nationaux ni ne préjugent pas de leurs positions ; demande au Seimas de la République de Lituanie, en tant que parlement de la Présidence, de transmettre ces conclusions à toutes les délégations, aux Présidents des parlements nationaux et du Parlement européen et aux Présidents du Conseil européen et de la Commission européenne.

ANNEXE 1. TRAVAUX DE LA RÉUNION DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'ADMINISTRATION D'ÉTAT ET DES AFFAIRES MUNICIPALES

Remarques d'introduction

La réunion des présidents des commissions de la protection de l'environnement et de l'administration d'État et des affaires municipales a eu lieu au Seimas de la République de Lituanie, les 24 et 25 novembre 2013.

La réunion a été ouverte par M. Algimantas SALAMAKINAS, président de la commission de la Protection de l'environnement du Seimas de la République de Lituanie. La Présidente du Seimas S. E. Mme Loreta GRAUŽINIENĖ a prononcé un discours de bienvenue.

Les intervenants de la première session, intitulée *L'importance des stratégies macrorégionales de l'Union européenne* : Mme Connie HEDEGAARD, commissaire européenne chargée de l'action pour le climat (*L'intégration de la politique climatique dans les stratégies du développement régional*), et M. Rimantas ŠADŽIUS, ministre des Finances de la République de Lituanie (*Les résultats du Forum annuel sur la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique*).

Les intervenants de la deuxième session, intitulée *La dimension environnementale des stratégies macrorégionales* : M. Valentinas MAZURONIS, ministre de l'Environnement de la République de Lituanie (*La stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique par rapport à d'autres formes de coopération en matière de protection de l'environnement de la région de la mer Baltique*), et M. Andreas BECKMANN, directeur du programme Danube-Carpates du Fonds mondial pour la nature (WWF) (*La dimension environnementale de la stratégie de l'UE pour la région du Danube*).

Les intervenants de la troisième session, intitulée *La contribution des institutions européennes dans l'élaboration des stratégies macrorégionales* : M. Johannes HAHN, commissaire européen chargé de la politique régionale (*Le développement et perspectives des stratégies macrorégionales de l'Union européenne*), et Mme Danuta HÜBNER, présidente de la commission du développement régional du Parlement européen (*Les stratégies macrorégionales et leur rôle du point de vue du Parlement européen*).

La réunion s'est achevée par l'examen des **Conclusions**. Six délégations ont déposé des amendements au projet de Conclusions, qui a été adopté par consensus. La délégation danoise s'est abstenue invoquant la nécessité d'examiner le contenu des Conclusions avec trois autres commissions du *Folketing*, responsables pour les questions évoquées par le document.

Aperçu des présentations et des débats

SESSION I : L'IMPORTANCE DES STRATÉGIES MACRORÉGIONALES DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans sa présentation Mme Connie HEDEGAARD, commissaire européenne chargée de l'action pour le climat, a souligné que les signaux du changement climatique étaient sans équivoque : l'atmosphère et les océans se réchauffent, les quantités de glace et de neige diminuent, le niveau de la mer monte, la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère a augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières décennies. Nous pouvons confirmer, avec 95 % de certitude, que ces changements sont causés par l'activité humaine. La lutte contre le changement climatique requiert des mesures, reposant sur deux piliers, à tous les niveaux : européen, national et régional. D'abord, nous devons atténuer le changement climatique, par exemple, en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, ensuite, nous devons nous adapter à l'évolution des conditions climatiques, telles que les conditions météorologiques imprévisibles ou l'élévation du niveau de la mer. En ce qui concerne la région de la mer Baltique, c'est le projet *Baltadapt* qui l'aide à s'adapter au changement climatique. La coopération régionale pourrait s'appliquer à d'autres domaines, par exemple celle de la gestion transfrontière des inondations ou des zones côtières transfrontalières ou encore la lutte contre les incendies de forêt dans les zones exposées à la sécheresse. La commissaire a également souligné que le changement climatique devrait être intégré dans toutes les grandes politiques de l'UE, y compris la politique régionale.

M. Rimantas ŠADŽIUS, ministre des Finances de la République de Lituanie, a présenté les discussions et les résultats du Forum annuel de la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique qui s'est tenu à Vilnius les 11 et 12 novembre 2013. Les responsables de la coordination et de la mise en œuvre de la stratégie au niveau européen, régional, national et local ont pris part à cet événement. Le Forum, réuni déjà pour sa quatrième édition, s'est intéressé au moyen de transformer les défis environnementaux dans la région de la mer Baltique en opportunités d'emploi et de croissance économique. Tout au long des quatre sessions plénières, les participants se sont focalisés sur la valeur ajoutée des stratégies macrorégionales et d'autres mesures pour améliorer la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne pour la région de la mer Baltique (SUERMB). L'accent a été mis sur le renforcement de la structure de gouvernance et la promotion du leadership des États membres. Les États membres ont été invités à intégrer les objectifs de la stratégie dans la programmation de la nouvelle perspective financière. L'importance d'une coopération poussée entre les États membres en la matière a été soulignée. Les débats ont incité la planification des actions futures. Le 26 novembre 2013, les ministres en charge de la politique de cohésion dans les pays nordiques, baltes et ceux du groupe de Visegrad discuteront des synergies entre les stratégies macrorégionales et les documents de programmation nationaux. Au début du mois de décembre, les coordinateurs nationaux de la stratégie pour la région de la mer Baltique débattront des méthodes et moyens de renforcer la structure de gouvernance et de leadership.

Au cours des débats, il a été constamment souligné que les stratégies macrorégionales pourraient aider à résoudre les questions liées au changement climatique, mais qu'il était

important de trouver des sources de financement pour leur mise en œuvre. L'accent a été également mis sur le fait que les municipalités et la société civile devraient être encouragées à participer à la mise en œuvre des stratégies. Les parlements nationaux devraient aussi s'impliquer davantage. Le besoin d'une meilleure coordination et d'échange de bonnes pratiques ainsi que d'informations entre les États membres a été constaté. Certains participants ont souligné l'importance d'associer des pays tiers aux stratégies. S'agissant de la SUERMB, l'Islande, la Norvège et la Russie ont été mentionnées. L'un des domaines prioritaires, le changement climatique mis à part, devrait être le développement des infrastructures transfrontalières de transport. Il a également été mentionné que d'autres stratégies macrorégionales, telles que pour la région alpine ou méditerranéenne, devraient devenir une réalité dans un avenir proche.

SESSION II : LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE DES STRATÉGIES MACRORÉGIONALES

M. Valentinas MAZURONIS, ministre de l'Environnement de la République de Lituanie, s'est focalisé sur la SUERMB. Il a souligné que la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique était un système complexe et intégré, qui cherchait non seulement à résoudre les problèmes environnementaux communs liés à la mer Baltique, mais aussi à contribuer à la réussite économique de la région, à relever les défis sociaux, à renforcer la cohésion territoriale au sein de la région et à augmenter la compétitivité de l'UE. Ce document stratégique combine trois aspects principaux, à savoir environnemental, économique et social. Le ministre a souligné qu'un objectif très important de la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique était de sauver la mer, c'est à dire de s'attaquer au mauvais état écologique de la mer Baltique. M. MAZURONIS a attiré l'attention sur le fait que la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique ne se limitait pas aux conventions maritimes. Les bassins fluviaux étant la principale source de pollution de la mer Baltique, la réduction de la pollution des fleuves aurait un impact sur les quantités des polluants de la mer Baltique. Il est donc essentiel que d'autres secteurs tels que les transports et l'énergie respectent des normes environnementales strictes. Le ministre a également indiqué que la SUERMB englobait aussi les accords environnementaux avec les pays tiers, qui servaient de base pour l'échange d'information sur la qualité des ressources aquatiques et engageaient les pays dans les projets environnementaux communs.

M. Andreas BECKMANN, directeur du programme Danube-Carpates du Fonds mondial pour la nature (WWF), s'est focalisé sur l'autre stratégie macrorégionale en cours de réalisation - la stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube (SUERD). Il a noté que la SUERD était basée sur la situation actuelle et non pas sur une vision de l'avenir. Il a évoqué les problèmes environnementaux de la région, tels que la protection et la restauration des plaines inondables ou la conservation de l'esturgeon du Danube. M. BECKMANN a noté que ce dernier problème était abordé d'une manière intégrée et était transversal, car englobait tous les domaines prioritaires de la stratégie : biodiversité, navigation, gestion de l'eau, risque et application de la loi. Une autre priorité importante a été mentionnée, celle de la gestion de la navigation intérieure dans la région du Danube. L'intervenant a salué l'engagement de la Commission à l'égard des domaines prioritaires et a souligné l'importance de la participation accrue des acteurs principaux, en particulier de la société civile. Selon M. BECKMANN, les

communautés et la société civile ont un rôle à jouer dans la SUERD et pourraient faire plus pour en profiter davantage.

Les débats ont été une fois encore largement consacrés à la question du changement climatique. Plusieurs questions concrètes ont été soulevées, notamment sur les inondations récurrentes, l'érosion côtière, la marée noire ainsi que le projet de construction de la centrale nucléaire au Bélarus, à proximité de la frontière lituanienne. Il a été souligné que la centrale en question ne répondait pas aux normes énoncées dans la convention d'Espoo. Plusieurs participants aux débats ont souligné la nécessité de changer d'attitude à l'égard de l'énergie : une plus grande attention devrait être accordée à l'efficacité énergétique, à l'utilisation des énergies renouvelables et à une meilleure coordination politique des objectifs fixés. En période de restrictions budgétaires et de ressources financières limitées, le chevauchement des activités devrait être évité. L'importance de partager les meilleures pratiques de coopération, en particulier entre les acteurs de la même zone géographique (par exemple, l'expérience autrichienne réussie en ce qui concerne la navigation intérieure pourrait inspirer d'autres pays) a été également mise en évidence.

SESSION III : LA CONTRIBUTION DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES À L'ÉLABORATION DES STRATÉGIES MACRORÉGIONALES

Dans sa présentation, M. Johannes HAHN, commissaire européen à la politique régionale, a souligné l'importance d'intégrer les objectifs et les priorités des stratégies macrorégionales dans les programmes nationaux, régionaux et européens pertinents. Il a également mis en avant l'importance d'assurer leur lien avec les nouveaux programmes politiques. Le commissaire européen a évoqué la nécessité de rendre la responsabilité et le leadership plus équilibrés. Même si la Commission continuait à jouer un rôle primordial, les États membres ou les régions concernées seraient toutefois amenés à assumer plus de responsabilités et à assurer de plus en plus souvent la direction des travaux. M. HAHN a noté que les stratégies macrorégionales, telles que la SUERMB, témoignent d'une approche globale et intégrée visant une croissance intelligente, durable et inclusive de l'Union européenne en général. La mise en œuvre de la SUERMB nécessite d'accroître la responsabilité et les obligations de rendre compte qui incombent à tous les acteurs politiques et économiques de la région intéressés non seulement en matière d'affaires maritimes, mais aussi dans les domaines économique, social et du développement territorial.

Mme Danuta HÜBNER, présidente de la commission du développement régional du Parlement européen, a souligné que la réunion avait lieu juste après l'approbation par le Parlement européen d'un nouveau cadre financier pluriannuel (CFP). Le nouveau cadre financier pluriannuel créerait les conditions pour une mise en œuvre réussie de plus de 300 programmes d'action nationaux et régionaux. Avec le cofinancement national, le montant alloué aux investissements rentables atteindrait 500 milliards d'euros pendant les 10 prochaines années. Une partie importante de ces fonds serait consacrée aux stratégies macrorégionales. Mme HÜBNER a fait remarquer que les deux premières stratégies, la SUERMB et la SUERD, avaient été élaborées, approuvées et mises en œuvre grâce à une ferme volonté politique, aux engagements et aux efforts administratifs. Mais actuellement,

l'évolution des stratégies doit être associée de manière intelligente à une multitude d'autres politiques européennes.

Les participants au débat ont appelé à la création de nouvelles stratégies macrorégionales dans l'avenir, notamment une stratégie pour la région alpine, atlantique ou encore méditerranéenne. Certains ont réclamé l'élaboration d'une législation européenne distincte visant les stratégies macrorégionales. D'autres ont évoqué l'idée selon laquelle les pays partenaires non membres de l'UE, tels que la Norvège, pourraient être des partenaires très importants et contribuer financièrement à la coopération. D'autres encore ont souligné que l'une des principales difficultés à mettre en œuvre avec succès les stratégies macrorégionales résiderait dans la conciliation de différents intérêts et dans le besoin de capacités administratives plus efficaces dans certains États membres.